

SYNDICAT DES COURTIER EN VINS DE CHAMPAGNE

Les courtiers et la sécurité informatique

ÉPERNAY. Les courtiers en vins de Champagne sont les seuls de France à gérer les fonds des transactions qu'ils supervisent. Résultat : ils doivent faire face à la délinquance informatique.

Vous ne faites plus de chèques ? La question est de Jérôme Prince, président de la Fédération des syndicats de courtiers en vins et spiritueux, et elle s'adresse aux deux coprésidents du Syndicat professionnel des courtiers en vins de Champagne (SPCVC), Franck Hagard et Jean-Pierre Dargent. Posée à mi-voix pendant la conférence de presse organisée par le SPCVC, vendredi 28 avril, elle entraine à sa manière dans le vif du sujet de ladite conférence : « La cybersécurité des données et des flux financiers au sein de la filière champagnonne ».

70 % DES TRANSACTIONS DE LA FILIÈRE

La conférence de presse concluait une matinée de travaux organisée dans les murs du Comité champagnonne. Environ 80 personnes y ont assisté, courtiers et représentants de

grands négoce ou de coopératives. Et si ce sont les courtiers qui organisaient cette matinée, c'est tout simplement parce qu'en Champagne, ils voient défilier environ 70 % des transactions amont de la filière, qu'il s'agisse de vins clairs ou de raisins.

PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIONS D'EUROS

Et ce n'est pas tout : « Tous les flux financiers transitent par des comptes de courtage », explique Jean-Pierre Dargent. Une particularité bien champenoise : « La Champagne est la seule région en France où les courtiers ont des comptes tiers », assure Jérôme Prince, qui est également le président des courtiers de Grande Bourgogne. « Ailleurs, on vérifie les flux mais on ne veut pas y être mêlé. » Chaque année, les 33 courtiers champenois font donc transiter entre négociants et livreurs « plusieurs centaines de millions d'euros »,



Jean-Pierre Dargent et Franck Hagard, les deux coprésidents des courtiers en vins de Champagne, autour de Jérôme Prince, président de la fédération nationale.

selon Franck Hagard. « Dans les années 90, je faisais 90 % de chèques » ; aujourd'hui, ces flux se font à « 99,9 % » sous forme de virements.

LE FACTEUR HUMAIN ET LA FORMATION

Coordonnées bancaires, fichiers trimestriels de virements... les ordinateurs et les réseaux internes des cabinets de courtage sont donc une vraie tentation pour les pirates informatiques. Pour eux, « peu importe la taille de l'entreprise, tant qu'ils arrivent à faire de l'argent ». « Quatre ou cinq » cabinets ont d'ailleurs eu des alertes en 2015. C'est même ce qui a

donné au SPCVC l'idée de cette matinée de travail. La question de l'abandon des flux financiers aux négociants ne se pose pas, même si « avec certaines grandes maisons de négoce, on contrôle les flux mais ils partent de chez eux ». La protection est donc un budget « en augmentation, mais ça fait partie de notre mission ».

Mais cette protection passe aussi par la formation, seul moyen d'intervenir sur le facteur humain. « Nous sommes dans des petites structures, note Jean-Pierre Dargent, une personne peut tout faire. » L'erreur humaine est d'ailleurs le premier fac-

teur à surveiller. Un des avantages, cependant, c'est que le système est régional : « Les flux restent localisés sauf quelques exceptions tout à fait identifiées ». Une demande de virement sur un compte à Singapour (par exemple) devrait donc attirer l'attention... Mais pour s'en assurer, le SPCVC veut organiser une formation « essentiellement basée sur les bonnes pratiques » en obligeant « l'ensemble des adhérents du syndicat à y assister ». Tout simplement parce que « quelques fois, c'est en obligeant qu'on fait avancer les choses ». ■ YANN TOURBE ytourbe@lest-eclair.fr

BERNON

Du sang neuf pour la filière lait

Le Dimanche à la campagne, ils s'y préparaient depuis le mois de novembre. Chercher des exposants, confronter les idées, négocier avec les fournisseurs... un vrai travail. Sauf qu'ils l'ont fait dans le cadre de leurs études. Thomas, Arthur, Jérôme et Vincent sont étudiants en BTS Analyse et conduite de systèmes d'exploitation à l'établissement public d'enseignement agricole de l'Aube. Dans le cadre de leur formation, ils devaient monter un projet de communication. Alors que leurs camarades ont choisi des thématiques comme la prévention routière, eux ont préféré chercher à communiquer sur la filière lait. Et à sortir du cadre scolaire. « Nos enseignants nous ont donné carte blanche pour ça. » Et c'est la Société civile laitière Yot Maillot, à Bernon, qui a pu profiter de leurs efforts. Les quatre étudiants sont



Anne Yot, lors du Dimanche à la campagne. « Faire avec les jeunes ? On s'est bien complété ! »

« contents d'être tombés dans une bonne entreprise ». Anne Yot, qui est associée avec son frère Bertrand et Francis Maillot, apprécie : « On s'est bien complété ! » Même si elle ajoute en souriant que la fina-

lisation du projet s'est sans doute faite « un peu en retard quand même ». Thomas opine du chef. Mais bon, avec les vacances et les examens, « les événements se sont un peu chevauchés ! » ■ Y.T.

L'AGRI EN BREF

À L'AGENDA

Les zones intermédiaires en question à Chaumont le 9 juin

Vendredi 9 juin, de 9 h à 17 h 30, au lycée agricole de Chaumont, les chambres d'agriculture de l'Aube et de la Haute-Marne organisent une rencontre sur le « Projet Barrois, vision et avenir des zones intermédiaires ». L'occasion pour les participants d'échanger sur les pratiques innovantes de certains exploitants et d'étudier de plus près l'agriculture de conservation développée par le Groupement d'intérêts économique et environnemental APAB. Zone agricole en proie à d'intenses difficultés depuis plusieurs années, le Barrois, qu'il soit aubois ou haut-marnais, est actuellement au cœur d'une réflexion de la part des chambres d'agriculture. La conférence du 9 juin, qui fera un point sur cette réflexion, est organisée dans le cadre d'Innov'action.

VOUS SOUHAITEZ RÉAGIR
à l'actualité locale, nationale ou internationale

ÉCRIVEZ-NOUS À :

COURRIER DES LECTEURS
L'est éclair
Libération Champagne
Espace Régley
1, bd Charles Baltet
10000 TROYES

OU SUR
NOTRE SITE INTERNET
www.lest-eclair.fr

CARBURANTS
GUERIN & FILS
AGRICULTEURS renseignez-vous

Le GNR TRACTO
Nouvelle technologie

03 25 37 84 64
ARCIS-SUR-AUBE - www.fioul-guerinfil.com